

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2004-2005

5 JUILLET 2005

Proposition de loi modifiant l'article 475 du Code pénal

(Déposée par M. Jean-Marie Cheffert et consorts)

DÉVELOPPEMENTS

Le meurtre commis pour faciliter le vol est l'application la plus heurtante, la plus exacerbée de la théorie de l'emprunt de criminalité. Notre Cour de cassation, dans une jurisprudence constante depuis 1909 (1), impute le meurtre commis par l'un des voleurs à tous les participants même s'ils n'y ont point matériellement coopéré et même s'ils n'étaient pas informés de l'éventualité de ce meurtre (2). Cette même Cour, le 18 avril 1978, ira même jusqu'à rejeter le moyen produit contre un arrêt qui étendait au coauteur d'un vol la circonstance aggravante du meurtre alors que cet accusé non seulement n'avait pas participé au meurtre mais avait fait une « ultime tentative pour retenir D. de commettre le meurtre » (3). Il suffit, selon la Cour, que « d'une part, le coauteur du vol ait été informé de la nature et du but de l'infraction, c'est-à-dire du vol auquel il a participé et que, d'autre part, il y ait une relation entre le vol et le meurtre » (4).

Ceci est en contradiction avec l'esprit du législateur de 1867 qui, dans l'« exposé des motifs » précisait que « si vous avez chargé quelqu'un de voler et que votre mandataire joigne un meurtre au vol ..., vous ne pouvez être puni comme coauteur du meurtre ..., car l'assassinat et le meurtre ne sont pas des circonstances simplement aggravantes des coups ou du vol, mais des crimes différents et qui, de plus, supposent l'intention de donner la mort, intention qui vous a été complètement étrangère » (5).

(1) Cass. 11 mai 1909, *Pas.*, 1909, I, p. 232.

(2) Cass., 20 mai 1913, *Pas.*, 1913, I, 254; Cass., 14 juillet 1924, *Pas.*, 1924, I, 481, Cass., 1^{er} juillet 1942, *Pas.*, 1942, I, 164; Cass., 28 novembre 1979, *Pas.*, 1980, I, 401.

(3) *Pas.*, 1978, I, 929.

(4) *Ibidem*. Voir aussi : cour d'assises du Brabant, 17 juin 1986, *R.W.*, 1986-1987, col. 1928, obs. L. Declercq.

(5) NYPELS, *Législation criminelle*, t. III, p. 215, n° 31.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2004-2005

5 JULI 2005

Wetsvoorstel tot wijziging van artikel 475 van het Strafwetboek

(Ingediend door de heer Jean-Marie Cheffert c.s.)

TOELICHTING

Doodslag, gepleegd om diefstal te vergemakkelijken, biedt een van de meest schokkende illustraties van de theorie van het « ontleende daderschap ». Krachtens vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie sinds 1909 (1) wordt een doodslag gepleegd door een van de dieven aan alle deelnemers aan de diefstal ten laste gelegd, zelfs als zij niet materieel aan de doodslag hebben meegewerkt en niet wisten dat die eventueel zou worden gepleegd (2). Op 18 april 1978 verwierp het Hof nog een middel tegen een arrest dat de doodslag als verzwarende omstandigheid bij een diefstal uitbreidde tot de mededader, hoewel die laatste niet had deelgenomen aan de doodslag en zelfs een ultieme poging had gedaan om D. te beletten de doodslag te plegen (3). Volgens het Hof volstond het dat de mededader op de hoogte was van de aard en het doel van het misdrijf waaraan hij heeft deelgenomen -dit wil zeggen de diefstal-, en dat er een verband was tussen de diefstal en de doodslag (4).

Dit druist in tegen de wil van de wetgever van 1876 die in de toelichting verduidelijkte : « si vous avez chargé quelqu'un de voler et que votre mandataire joigne un meurtre au vol ..., vous ne pouvez être puni comme coauteur du meurtre ..., car l'assassinat et le meurtre en sont pas de circonstances simplement aggravantes des coups ou du vol, mais des crimes différents et qui, de plus, supposent l'intention de donner la mort, intention qui vous a été complètement étrangère » (5).

(1) Cass., 11 mei 1909, *Pas.*, 1909, I, blz. 232.

(2) Cass., 20 mei 1913, *Pas.*, 1913, I, 254; Cass., 14 juli 1924, *Pas.*, 1924, I, 481; Cass., 1 juli 1942, *Pas.*, 1942, I, 164; Cass., 28 november 1979, *Pas.*, 1980, I, 401.

(3) *Pas.*, 1978, I, 929.

(4) *Ibidem*. Zie ook : Hof van Assisen van Brabant, 17 juni 1986, *R.W.*, 1986-1987, kol. 1928, opm. L. Declercq.

(5) Nypels, *Législation criminelle*, t. III, blz. 215, nr. 31.

Le législateur ne voulait pas, comme le démontre une excellente étude « Meurtres pour faciliter le vol » de J. Verhaegen (1), exposer à la réclusion à perpétuité (la peine de mort à l'époque) le codélinquant qui aurait entendu favoriser un vol même qualifié, s'il n'est pas établi qu'il avait en outre l'intention de s'associer à un meurtre. Le vol et le meurtre constituent en réalité « deux faits principaux, répondant à des conditions matérielles et intentionnelles légalement spécifiées et dont le concours, loin d'entraîner une limitation des pénalités, rendra les participants chez qui il se rencontre — et ceux-là seuls — passibles de (la réclusion à perpétuité) » (2).

L'article 475 du Code pénal semble donc bien viser, dans l'esprit du législateur « un concours de deux infractions intentionnelles qui, par exception aux règles « favorables » du concours idéal, devenait aggravant dans le chef des coaccusés qui auraient réalisé ce concours et dont les débats auraient démontré qu'ils avaient accepté de participer tout à la fois au vol et au meurtre » (3).

Dans l'état actuel des choses, le fait que le meurtre soit assimilé à une circonstance aggravante réelle ou objective, empêche les jurys d'assises de s'exprimer clairement sur la question de la culpabilité individuelle de chacun des participants respectivement sur le vol et sur l'homicide. En effet, la formulation des questions posées par le président de la cour d'assises est telle que la déclaration du jury se limitera d'une part à la culpabilité ou non de chaque accusé en raison du vol perpétré (questions principales) et d'autre part à l'existence ou non d'un meurtre commis pour faciliter ce vol ou en assurer l'impunité (question accessoire), sans référence aucune à la responsabilité personnelle des codélinquants à l'égard de ce meurtre (4). Si le jury répond affirmativement à ces questions, il sera permis de conclure au verdict de culpabilité de l'ensemble des accusés du chef de « meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion, ou pour en assurer l'impunité », crime puni de la réclusion à perpétuité, alors que le jury serait peut être convaincu que d'aucuns parmi les coïnculpés n'ont point participé à l'homicide, ont même essayé de dissuader son auteur d'y recourir ou encore en ont totalement ignoré l'éventualité.

L'imputation automatique de la circonstance aggravante de meurtre à tous les participants au vol heurte « les exigences de l'intérêt social », comme en témoigne l'attitude de certains jurys qui choisissent, soit de répondre négativement à la question du meurtre en le niant factuellement, soit de répondre négativement à la

Zoals J. Verhaegen aantoont in een uitstekende studie « Meurtres pour faciliter le vol » (1), was het niet de bedoeling van de wetgever om mededaders die een — zelfs gekwalificeerde — diefstal wilden vergemakkelijken bloot te stellen aan levenslange opsluiting (vroeger de doodstraf), als niet vaststond dat zij ook wilden deelnemen aan doodslag. De diefstal en de doodslag zijn eigenlijk twee hoofdfeiten « répondant à des conditions matérielles et intentionnelles légalement spécifiées et dont le concours, loin d'entraîner une limitation des pénalités, rendra les participants chez qui il se rencontre — et ceux-là-seuls — passibles de (la réclusion à perpétuité) » (2).

Artikel 475 van het Strafwetboek lijkt volgens de wetgever dus wel degelijk te slaan op « un concours de deux infractions intentionnelles qui, par exception aux règles « favorables » du concours idéal, devenait aggravant dans le chef des coaccusés qui auraient réalisés ce concours et dont les débats auraient démontré qu'ils avaient accepté de participer tout à la fois au vol et au meurtre » (3).

Omdat de doodslag wordt beschouwd als een reële of objectieve verzwarende omstandigheid, kunnen assisenjury's zich nu niet expliciet uitspreken over de individuele schuld van elk van de deelnemers wat respectievelijk de diefstal en de doodslag betreft. De voorzitter van het Hof van assisen zal de vragen zo formuleren dat de verklaring van de jury beperkt blijft tot twee kwesties: zijn de beschuldigten individueel schuldig aan de gepleegde diefstal (hoofdzaak) en is er al dan niet een doodslag gepleegd om de diefstal te vergemakkelijken of om de straffeloosheid ervan te verzekeren (bijzaak)? De kwestie van de persoonlijke verantwoordelijkheid van de mededaders wat de doodslag betreft, komt niet aan bod (4). Als de jury bevestigend antwoordt op deze vragen, zullen alle beschuldigten schuldig worden bevonden aan « doodslag, gepleegd om diefstal of afpersing te vergemakkelijken of om de straffeloosheid ervan te verzekeren », een misdaad die wordt gestraft met levenslange opsluiting, terwijl diezelfde jury er misschien van overtuigd was dat sommigen van hen niet aan de doodslag hadden deelgenomen, zelfs hadden getracht de dader ervan te weerhouden of helemaal niet op de hoogte waren dat de doodslag kon worden gepleegd.

De automatische tenlastelegging van de verzwarende omstandigheid van doodslag aan alle deelnemers aan de diefstal is strijdig met de « vereisten van het maatschappelijk belang ». Daarom zullen bepaalde jury's ontkennen dat er een doodslag heeft plaatsgevonden of de vraag over de diefstal negatief

(1) *RDPC*, 1975, 785-792.

(2) *Ibidem*.

(3) J. Verhaegen, « Le vol avec meurtre: un « concours idéal » érigé par la loi en circonstance aggravante subjective », *RDPC*, 1997, p. 187.

(4) Voir par exemple: Cass., 5 avril 1976, *Pas.* 1976, I, 856.

(1) *RDPC*, 1975, 785-792.

(2) *Ibidem*.

(3) J. Verhaegen, « Le vol avec meurtre: un « concours idéal » érigé par la loi en circonstance aggravante subjective », *RDPC*, 1997, blz. 187.

(4) Zie bijvoorbeeld: Cass., 5 april 1976, *Pass.* 1976, I, 856.

question du vol, et ceci afin de ne pas exposer ceux des participants qui n'auraient pas eu l'intention du meurtre à une telle condamnation (1). Ces choix, qui peuvent avoir des conséquences choquantes, démontrent à suffisance la « nécessité d'offrir au juge des solutions plus appropriées » (2).

Nous sommes d'accord avec C. Hennau-Hublet (3), que « le simple respect de la pensée du législateur de 1867 commande de scinder les questions posées au jury en manière telle qu'il puisse apprécier la culpabilité personnelle de chaque coïnculpé, non seulement dans la réalisation du vol mais aussi dans la commission du meurtre ayant accompagné le vol ». En effet, ce ne sont ni les articles 337 (4) et 338 du Code d'instruction criminelle, ni l'article 20 de la loi du 15 mai 1838 sur le jury qui s'opposent à pareil éclatement des questions posées au jury d'assises ayant à se prononcer sur la culpabilité individuelle de chaque accusé (5). Ainsi, la Cour de cassation précise, dans des arrêts rendus le 5 mai 1993 et le 1^{er} février 1995, que « l'individualisation des questions relatives aux circonstances aggravantes réelles n'est pas, en soi, illégale » (6). Pareille individualisation n'a en effet de sens et ne présente d'intérêt que si elle implique que la question de l'acquiescement d'un coaccusé à la réalisation éventuelle du meurtre puisse être expressément posée aux jurés (7).

Néanmoins, nous proposons d'introduire un nouvel alinéa dans l'article 475 du Code pénal afin d'éviter toute contradiction entre la doctrine et la jurisprudence de la Cour de cassation et d'assurer la sécurité juridique. Nous considérons, par exemple, que la personne qui organise un vol en prévoyant sa commission à un moment où la victime sera absente de son domicile, mais qui se désiste du projet criminel parce que ses complices refusent d'attendre un tel moment, échappe à l'incrimination du meurtre s'il est montré que cette personne a valablement renoncé à la commission matérielle du vol (8).

La présente proposition de loi permettra définitivement- si elle est adoptée- au président de la cour d'assises de poser une question séparée quant à la culpabilité du chef de meurtre, lorsque l'accusé plaide la renonciation à la commission de la circonstance

beantwoorden om de deelnemers die niet van plan waren een doodslag te plegen niet aan een loodzware veroordeling bloot te stellen (1). Deze keuzes, met hun mogelijk schokkende gevolgen, tonen aan dat de rechter betere oplossingen moeten worden geboden (2).

Wij zijn het eens met C. Hennau-Hublet die schrijft (3): « Le simple respect de la pensée du législateur de 1867 commande de scinder les questions posées au jury en matière telle qu'il puisse apprécier la culpabilité personnelle de chaque coïnculpé, non seulement dans la réalisation du vol mais aussi dans la commission du meurtre ayant accompagné le vol ». De artikelen 337 (4) en 338 van het Wetboek van strafvordering noch artikel 20 van de wet van 15 mei 1838 over de jury beletten een opdeling van de vragen die worden gesteld aan de assisenjury aangaande de individuele schuld van elke beschuldigde (5). In zijn arresten van 5 mei 1993 en 1 februari 1995, verduidelijkt het Hof van Cassatie dat « l'individualisation des questions relatives aux circonstances aggravantes réelles n'est pas, en soi, illégale » (6). De individuele opdeling van de vragen heeft alleen zin en nut als de jury de uitdrukkelijke vraag mag worden gesteld of elke medebeschuldigde heeft ingestemd met het plegen van de eventuele doodslag (7).

Wij stellen voor een nieuw lid in te voegen in artikel 475 van het Strafwetboek teneinde tegenstrijdigheden tussen de rechtsleer en de jurisprudentie van het Hof van Cassatie te voorkomen en de rechtszekerheid te waarborgen. Wij menen bijvoorbeeld dat iemand die een diefstal organiseert en wil uitvoeren op het ogenblik dat het slachtoffer niet thuis is, en vervolgens afziet van zijn misdadige plannen omdat zijn medeplichtigen weigeren dat ogenblik af te wachten, geen doodslag kan worden ten laste gelegd als is aangetoond dat die persoon inderdaad heeft afgezien van het materiële plegen van de diefstal (8).

Als dit wetsvoorstel wordt goedgekeurd, kan de voorzitter van het Hof van Assisen voortaan een afzonderlijke vraag stellen over de schuld aan doodslag van een beschuldigde die beweert dat hij niet heeft deelgenomen aan deze objectieve verzwarende

(1) J. Verhaegen, *op. cit.*, *RDPC*, 1975, p. 185 et 191.

(2) I. Rorive et D. Bosquet, « La renonciation au meurtre : une limite essentielle au système de l'imputation automatique du meurtre à tous les participants au vol (art. 475 C. pén.) », *RDPC*, 2002, p. 382.

(3) *RDPC*, 1990, p. 604.

(4) Cass., 15 mars 1976, *Pas.*, 1976, I, 779.

(5) C. Hennau-Hublet, *op. cit.*, p. 602.

(6) *Pas.*, 1993, I, 434, n° 220 et *Pas.*, I, 434.

(7) J. Verhaegen, *op. cit.*, *RDPC*, 1997, p. 194.

(8) I. Rorive et D. Bosquet, *op.cit.*, p. 384.

(1) J. Verhaegen, *o.c.*, *RDPC*, 1975, blz. 185 en 191.

(2) I. Rorive en D. Bosquet, « La renonciation au meurtre : une limite essentielle au système de l'imputation automatique du meurtre à tous les participants au vol (Art. 475 C. pén.) », *RDPC*, 2002, blz. 382.

(3) *RDPC*, 1990, blz. 604.

(4) Cass., 15 maart 1976, *Pas.*, 1976, I, 779.

(5) C. Hennau-Hublet, *o.c.*, blz. 602.

(6) *Pas.*, 1993, I, 434, nr. 220 en *Pas.*, I, 434.

(7) J. Verhaegen, *o.c.*, *RDPC*, 1997, blz. 194.

(8) I. Rorive en D. Bosquet, *o.c.*, blz. 384.

aggravante objective. Dans cette hypothèse, il appartiendra au ministère public ainsi qu'à la partie civile d'établir que cette allégation est dénuée de toute vraisemblance.

Jean-Marie CHEFFERT.
Berni COLLAS.
Marie-José LALOY.
Fauzaya TALHAOUI.
Francis DELPÉREE.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 475 du Code pénal est complété par l'alinéa suivant :

«Le meurtre commis pour faciliter le vol ou l'extorsion, soit pour en assurer l'impunité, ne sera imputé au participant que s'il y a matériellement coopéré ou s'il était informé de l'éventualité de ce meurtre.»

15 juin 2005.

Jean-Marie CHEFFERT.
Berni COLLAS.
Marie-José LALOY.
Fauzaya TALHAOUI.
Francis DELPÉREE.

omstandigheid. In dat geval moeten het Openbaar ministerie en de burgerlijke partij bewijzen dat de beschuldigde liegt.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 475 van het Strafwetboek wordt aangevuld als volgt :

«De doodslag gepleegd om diefstal of afpersing te vergemakkelijken of om de straffeloosheid ervan te verzekeren, wordt de deelnemers alleen ten laste gelegd als zij er materieel aan hebben meegewerkt of wisten dat de doodslag kon worden gepleegd.»

15 juni 2005.